

Agriculteurs sans avenir

## CHIRAC REFUSE L'AGRICULTURE DE QUALITÉ

Blocage, puis retard, puis lenteurs, puis marche arrière, telle est la politique agricole mise en route par Chirac et la FNSEA dans les années 1970. Cela dure depuis presque 50 ans. On est en septembre 2017. Un seul syndicat reconnu, les autres, Modef, Confédération paysanne (qui vient de fêter ses trente ans) tout juste tolérés. Mais toujours plus de yaourts aux multiples adjuvants dans la grande distribution.

### Et pourquoi ?

Parce qu'il ne faut pas parler d'avenir aux agriculteurs ; il faut les laisser aux mains de la FNSEA. Gare à l'homme politique, comme Jean-François Deniau, qui prospecte cet avenir, en 1976, et parle d'aides à la vache allaitante de montagne, d'aides personnelles aux agriculteurs et propose même de passer de la quantité (la France n'est pas encore auto-suffisante) à la qualité. A force de refuser ces éventualités, on est arrivé à cette situation quarante ans plus tard. La qualité qui passe par la santé de l'environnement reste bannie par les instances dirigeantes puisque l'agriculture bio ne reçoit plus les (maigres) subventions qui lui sont dues. Et que la Confédération paysanne, qui proteste à Limoges, est expulsée manu militari le 31 août 2017.

### Un témoin parle

En 1974, Jean-François Deniau, actif dans les instances européennes prend langue avec le Modef, l'organisation syndicale agricole du parti communiste, qui est satisfait des résultats obtenus (son autobiographie ne détaille pas davantage). « Le Modef m'écrit pour me féliciter... ce n'est pas fréquent, c'est même une première. L'Elysée m'invite à garder le contact. Le syndicat 'officiel', la FNSEA de Michel Debatisse qui craint pour son monopole, crie qu'on l'écorche. Ordre direct et sec de Chirac : arrêt des contacts. L'Elysée me charge de rédiger un rapport... »

« L'Elysée me charge de rédiger {en 1976} un rapport sur l'avenir de la politique agricole commune. Je consulte pendant plusieurs mois en petits comités et me fais une opinion. Je l'écris. La politique agricole commune, telle que nous l'avons imposée et défendue à Bruxelles, est condamnée. Fondée sur un financement par les prélèvements aux frontières, donc sur les importations, elle va rencontrer un problème grave quand la course à la productivité va nous rendre autosuffisants. L'autre fondement est d'assurer le revenu des agriculteurs par les prix et les prix seuls. Les variations monétaires 'montants compensatoires monétaires positifs ou négatifs', invention en pleine crise due au cerveau agile d'Edgar Faure, faussent déjà le système en prétendant le sauver. Son équité, alors que les plus riches se servent politiquement des plus pauvres, sera contestée un jour et il faudra corriger par des aides à la vache allaitante de montagne ou quoi d'autre encore, voire des aides personnelles aux agriculteurs comme en Angleterre et aux Etats-Unis. **Enfin le seul critère de quantité n'assure pas notre avenir, à nous Européens. Il faudra l'abandonner pour favoriser une politique de qualité et commencer le plus tôt possible.** Dans combien de temps l'implosion ? Je ne peux dire. Dix ans ? Quinze ans ? Mais il faut y penser dès maintenant. En agriculture, les évolutions sont lentes.

### La trahison

Séance de travail à Matignon pour discussion du rapport Deniau. Tous les ministres sont représentés, Finances, etc. Chirac s'assoit dans le fauteuil présidentiel et ordonne immédiatement aux huissiers : 'ramassez les exemplaires du rapport, tous (le représentant de l'Elysée proteste). J'ai dit tous sans exception. Ils seront tous détruits. La séance est levée'. Quand je pars, Chirac me dit : 'On ne parle pas aux agriculteurs de problèmes d'avenir. Cela

ne se fait pas'.... Il paraît que je n'écris pas comme il faut en réfléchissant à l'avenir du monde rural. »

JF Deniau, 1997, Mémoires de 7 vies. 2. Croire et Oser, p.337-338

### **Nous en sommes toujours là**

En agriculture les évolutions sont lentes. Et plus lentes encore si la dictature d'un seul syndicat, l'autorité d'un ministre qui doit être agréé par ce syndicat, la primauté financière de la Grande distribution (balbutiante en 1970), la pression de l'agrochimie triomphante se sont alliées pour faire régner la quantité et le gaspillage qu'elle entraîne, la mauvaise qualité et les dégâts afférents sur la santé. Condamnant à disparaître les agriculteurs devenus trop pauvres pour avoir mille hectares de blé ni mille vaches dans leur pré.

La Confédération paysanne qui protestait à Limoges parce que les subventions à la bio, dues depuis 2015, n'étaient pas encore versées a été brutalement délogée par la police.

Police – FNSEA, ; même combat ! via le ministre de l'agriculture...